

3 mois de Luttons

**UNION LOCALE
CGT
LILLE ET ENVIRON**



UL CGT LILLE



<https://cgtlille.fr>

EXIDE



Le 1er avril, Les salariés du site d'Exide Lille-sud se sont mis en grève pour imposer la continuité de la production de batterie sur leur établissement et ne pas devenir « juste un entrepôt ».

Spécialiste des accumulateurs au plomb pour engins industriels, Exide de Lille fait figure de dernière usine Française où sont fabriquées des batteries.

Mais pour combien de temps encore ?

Près de 600 Métallos dans les années 2000, aujourd'hui ils sont moins de 250 salariés.

En 2021 l'usine a fêté ses 100 ans.

Pour rappel c'est en 1921 que l'ancienne usine Tudor fut construite rue du faubourg d'Arras.

Aujourd'hui les salariés d'Exide sont inquiets pour leur avenir et demandent des garanties et le respect de leurs droits.

Ils redoutent de voir ce site se transformer en entrepôt non productif.



La CGT dénonce le principe du passage en location gérance dans les hypers marché Carrefour.

C'est pourquoi les camarades, suivi des salariés ont débrayé les 24 et 27 avril dernier.

Carrefour est une entreprise qui se dit en grande difficulté et serait contrainte de se séparer de 3500 salariés en vendant l'enseigne en location gérance.

Pourtant Carrefour vient d'acquérir 150 magasins en Espagne, vient de racheter une filiale de Walmart au Brésil pour 1.1 milliard d'euros, et n'a pas hésité de racheter 500 millions d'euros de ses propres actions pour faire monter le cours de la bourse...

CARREFOUR en difficulté vous êtes sûrs ?



CARREFOUR Lomme et Euralille



Carrefour n'aime pas que leurs salariés puissent défendre leurs emplois et se mobiliser !

C'est pourquoi, ils n'ont pas hésité à les assigner au TGI de Lille (7 camarades/ collègues) la raison: avoir osé faire grève.

Bien évidemment la CGT s'est à nouveau mobilisée dans le magasin de Lomme pour leur faire savoir que ni l'intimidation ni la répression nous empêcha de lutter contre les injustices.

La société Carrefour a été déboutée de tous les chefs d'accusation et à été condamnée à verser 500Euros à chacun des 7 salariés mis en cause.

Une très belle et précieuse victoire pour nos camarades qui continuent à lutter pour faire gagner la justice sociale.

Les Retraités toujours en lutte



Place de la République, les retraités se sont à nouveau fait entendre.

Le 31 mars ils ont manifesté un peu partout en France, ils dénoncent la mauvaise gestion de la crise sanitaire dont ils font les frais, mais ils réclament aussi une revalorisation de leur retraite.

Les pensions doivent évoluer comme les prix (loi prévue par le code de la sécurité sociale).

Les camarades revendiquent de revenir à l'indexation des retraites sur les salaires.

Rassemblement ce 8 avril devant le centre de gestion financière Adecco de Villeneuve d'Ascq.

Salarié-e-s intérimaires et permanent-e-s, tous ensemble pour le progrès social !

La direction d'Adecco a planté le coup de couteau de trop dans les dos des salariés.

La CGT Adecco ne lâche pas la pression car la lutte contre cette politique salariale est en train de prendre une forme combative.

Le travail de la CGT est d'aider les salariés à reprendre confiance en eux, à faire valoir leurs droits afin que la CGT soit un outil de combat pour arracher de grandes victoires.



ADECCO

Rassemblement croisé Place de la République à Lille ce 8 avril pour fêter les 75 ans de la création de l'énergie publique.

Pour également alarmer sur les conditions de travail des personnels des établissements d'accueil de personnes en souffrances sociales, et pour réclamer la réouverture des lieux culturels.

Rassemblement croisé



DGFIP Nord

La CGT des finances publiques en intersyndicales ont appelé les agents du fisc à se mettre en grève pour obtenir la fin de la suppressions de postes.

Dans ce contexte, la CGT Finances Publiques se mobilise pour :

- Défendre le service public et sortir des politiques de restrictions budgétaires
- Combattre les suppressions d'emplois et les restructurations pour accomplir l'ensemble de nos missions dans de bonnes conditions de travail
- Défendre nos statuts et les améliorer pour permettre à chaque citoyen d'être traité à égalité
- Obtenir l'augmentation du point d'indice.

Et parce que nos intérêts sont communs avec le secteur privé, exiger un code du travail du XXIe Siècle protecteur des salariés, qui rétablisse la hiérarchie des normes et le principe de faveur. Cela passe par l'abandon des ordonnances Macron.



Manifestation Contre la réforme chômage



La CGT est bien décidée à combattre par tous les moyens cette réforme qui vise à réaliser **3,4 milliards d'euros d'économie en deux ans sur le dos des plus précaires**.

Pour y parvenir, les décrets prévoient plusieurs mesures régressives :

- quasi disparition des droits rechargeables (dispositif qui permet aux allocataires arrivés en fin de droits de les renouveler en fonction de leur nouvelle période de travail)
- passage de quatre à six mois des seuils d'ouverture des droits
- nouvelle formule de calcul des indemnités prenant en compte les jours non travaillés
- dégressivité des allocations pour les cadres (les salariés ayant gagné 4 500 euros bruts par mois verront leurs allocations diminuer de 30 % à partir du septième mois de chômage)



Ce sont ces mesures que conteste la CGT : « Dans la requête déposée devant le Conseil d'État. Nous développons plusieurs arguments pour démontrer que ces mesures sont des sanctions déguisées : avec le nouveau mode de calcul, **des allocataires vont voir leurs allocations divisées par 2 ou 3.**

L'effet de seuil pour ouvrir des droits s'apparente quant à lui à **une discrimination indirecte, puisque la mesure va affecter essentiellement les jeunes**. Pour ouvrir des droits, il faudra avoir travaillé six mois sur les vingt-quatre derniers mois, contre quatre mois sur vingt-huit selon les règles antérieures à la réforme.

D'après l'étude de l'Unedic, **1,3 million de demandeurs d'emploi vont perdre des droits dans le cadre de cette réforme** : soit parce qu'ils n'ouvriront pas de droits, soit parce qu'ils les ouvriront plus tard, soit parce que leur indemnité sera diminuée drastiquement.

Manifestation 1er MAI



Communiqué des organisations syndicales et de jeunesse Lilloises.

Alors que le monde entier fait face à la pandémie, que la répression s'abat sur les peuples comme en Birmanie ou à Hong Kong, alors que, dans un écoeurant silence médiatique, l'Inde est traversée par le mouvement social le plus important de l'histoire de l'humanité, ce premier mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs. Ces milliards de personnes qui sont ou ont été confinées, mais aussi bien sûr celles qui continuent de travailler pour faire vivre le monde, souvent au risque de leur propre vie.

Plus d'un an après le début de la pandémie, les personnels de santé, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, du nettoyage, de la fonction publique.... Tous ces hommes, et on ne soulignera jamais assez toutes ces femmes ont eu aujourd'hui une reconnaissance absolue dans les mots mais continuent d'être jusqu'au bout méprisés dans les actes.

Pour la plupart des salariés, le travail a repris sans garantie de sécurité. De même, l'Ecole a repris sans garantie de sécurité pour les élèves et les personnels. La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !! la loi « sécurité globale », la loi « séparatismes », les décrets sur la sécurité intérieure doivent être abrogés.

La reprise aujourd'hui n'est pas une question d'unité nationale, elle est au contraire plus que jamais une question d'opposition entre le capital et le travail. D'un côté il y a ceux qui jusqu'à l'obscène essaient de profiter de la situation pour imposer de nouveaux reculs sociaux, de l'autre, il y a ce monde du travail qui aura à se battre pour imposer des choix nécessaires :

-de vraies revalorisations salariales

-à l'opposé du contenu de la réforme de l'assurance chômage des mesures à long terme et des mesures d'urgences pour les plus précaires :

vacataires, intérimaires, intermittents, services civiques, chômeurs et étudiants, sans-papiers et plus généralement pour toute personne menacée dans son droit au logement, à l'alimentation, aux soins, aux transports à l'énergie...

-des choix politiques en matière d'industries, de services publics, de protection sociale, de retraite, qui soient réorientés vers nos besoins. La pandémie a fait la démonstration à ceux qui en doutaient qu'un actionnaire, qu'un "premier de cordé" ça ne sait ni fabriquer un masque, ni faire une prise de sang, ni scanner un caddie...

SOUTIEN

Mobilisation devant la Direction Générale de la poste en soutien à Vincent reçu en entretien disciplinaire pour avoir défendu le service public postal.



Nos organisations syndicales mobilisées CGT FAPT NORD et SUD appellent la poste à revoir sa stratégie de destruction d'emplois pour apporter de réelles solutions aux postier(e)s et aux usagers.

Nous revendiquons :

- la suspension de tous les projets dits de réorganisation qui suppriment des emplois
- la revalorisation des salaires et la mise en place d'un 13e mois
- la CDIisation en contrat poste de tous les contrats précaires et sous-traitants

-l'arrêt de la fermeture des bureaux de poste

attribution d'une prime d'intéressement au titre de l'année 2020

Cette journée doit être massive et forte !

Ensemble donnons-nous les moyens d'imposer nos revendications

pour faire du 18 mai une journée noire à La Poste

Toutes et Tous en grève

RASSEMBLEMENT POUR TOUTES ET TOUS DEVANT LE BUREAU DE POSTE DE LILLE REPUBLIQUE À 10H30

La FAPT



ASSFAM



C'est un combat de longue haleine que conduit la CGT avec les assistants familiaux pour gagner sur leurs revendications : conditions de travail, rémunérations, statut, présomption d'innocence... Jeudi 20 mai, lors de la grève et mobilisation nationale, des centaines d'assistants familiaux étaient mobilisés. Plusieurs associations et syndicats professionnels ont soutenu pleinement ce mouvement social.



Nocibé

L'enseigne de parfumerie et cosmétiques **Nocibé** a annoncé la mise en place d'un **PSE** incluant la fermeture de 62 magasins en France.

38 parfumeries Nocibé dont 3 sont encore en attente de négociations, passeraient sous l'enseigne « April » pour faire suite au rachat par le groupe Bogart.

Sur les 333 salariés qui étaient impactés par le PSE, 221 seraient repris dans les parfumeries April, mais 112 restent visés par le PSE.

Pour la CGT les négociations ne sont pas encore terminées et nos camarades CGT Nocibé ainsi que les salariés se mobilisent pour que chaque collègue puisse garder son emploi.





Ce samedi 22 mai s'est déroulée une Conférence - Débat à la bourse du travail à Lille, avec le Secrétaire Général de l'Union Locale CGT Mathias Wattelle et Saïd Bouamama économiste et sociologue.

Conférence
debat



Signez
Pour Vincent

Le 27 avril, notre collègue Vincent Rougeaux, syndiqué CGT et secrétaire du CHSCT, a reçu un courrier pour un entretien le 11 mai en vue d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement.

Suite à un débrayage spontané de la majorité du personnel de l'UD3, le secrétaire du CHSCT a constaté des troubles psychosociaux en lien avec l'organisation du travail et s'est donc emparé de son rôle de représentant du personnel en émettant un danger grave et imminent (DGI) qui a entraîné la tenue d'un CHSCT exceptionnel.

SOUTIEN A VINCENT !
NON AUX SANCTIONS INJUSTES



Alors que les salaires stagnent, que les primes sont supprimées et que les conditions de travail se détériorent, la politique répressive de la Poste continue. La seule réponse de la direction a été une menace de sanction envers Vincent pouvant aller jusqu'au licenciement.

Plusieurs rassemblements et préavis de grève pour soutenir Vincent ont été organisés.

NOUS SOMMES
VINCENT



Ces rassemblements ont montré également la solidarité des collègues facteurs de Fives (grévistés pour la quasi-totalité) qui connaissent le professionnalisme et l'engagement de leur collègue. Face à cette détermination et cette colère, la direction a reculé mais que d'un pas : elle reste fidèle à elle-même et à sanctionner Vincent à 15 jours de mise à pied et ainsi de retenu sur salaire.

Une telle sanction est injuste et montre encore une fois l'acharnement que peut avoir La Poste sur un salarié syndiqué CGT !



Nous étions très nombreux le 27 mai aux côtés des énergéticiens devant la centrale nucléaire de Gravelines afin d'exprimer leur opposition sur les projets de démantèlement du groupe EDF.

Le projet de démantèlement du groupe quel que soit son nom suppose l'ouverture du capital d'EDF vert qui regrouperait notamment Energies Renouvelables, EDF Commerce et Enedis.

Le schéma d'éclatement du groupe EDF, concocté par les banques d'affaires, s'inspire de ce qui s'est fait outre-Rhin pour des groupes comme E.ON ou RWE. Il s'agirait de cantonner d'une part les activités en décroissance (notamment le nucléaire dont l'arrêt est programmé), et les activités renouvelables, de commercialisation et de réseau d'autre part, dans une optique de valorisation boursière.



Il est primordial de préserver la distribution d'électricité, cœur du service public, d'efficacité économique, en empêchant la privatisation d'Enedis.

Cela permettra de mener à bien une transition énergétique qui ne dégrade pas la sûreté et la continuité de l'alimentation électrique sur tout le territoire national.



La CGT mène et continuera à mener la bataille des idées par les propositions qu'elle porte notamment sur la transition écologique et l'industrie.

**POUR
NOS
LIBERTÉS**



Une journée de mobilisation contre le racisme et les idées d'extrême droite a été organisée par la CGT, dans l'unité, avec d'autres organisations, associations et partis politiques. Le monde du travail, les retraités et la jeunesse sont appelés à combattre le racisme.

À chaque moment économique difficile de notre histoire récente, les gouvernements qui se sont succédés ont toujours usé de la division, de la peur de l'autre, de la recherche de boucs émissaires. Cette utilisation permet de détourner les consciences des véritables causes de ces situations, d'éviter la contestation de leurs choix et brouiller la vision de possibles alternatives.

Ces idées traversent tous les groupes sociaux, les collectifs de travail, toutes les communautés, elles font surface souvent de façon insidieuse.

La question centrale de l'injustice sociale est alors reléguée en arrière-plan. Cela circonscrit l'objectif de faire vivre la transformation sociale et la nécessité du tous ensemble et freine la construction des alternatives et notre capacité à les porter et les faire aboutir.

Cette situation a inévitablement des conséquences sur le développement de l'activité syndicale. Elle pèse sur la capacité à rassembler. Comment imaginer aborder nos collègues de travail, sans affronter cette question qui les divise ? Comment favoriser la convergence des aspirations de l'ensemble des salariés pour faire triompher leurs intérêts ?

Dans ces conditions, la CGT appelle à faire de la journée du 12 juin le point de départ de la bataille pour éradiquer les idées de peur et de divisions pour ensemble, avec nos différences, donner des couleurs à notre avenir.

SNCF



Village des Luites

À l'appel de la CGT près de 300 personnes, venues du Nord et du Pas-de-Calais, ont formé, place de la république à Lille un « Village des luites ».

C'est une journée nationale de mobilisation des secteurs de la santé et de l'action sociale.

Il est réclamé une gouvernance des hôpitaux, des établissements du sanitaire, du médico-social et du social *"plus ouverte aux personnes et aux usagers"*, l'égalité d'accès, d'accueil et de prise en charge de qualité pour la population sur tout le territoire.

Mais aussi une augmentation du budget alloué aux hopitaux.

Nous sommes toutes et tous conscients que la réforme de la SNCF se concentre sur la fin du statut de cheminot.

Mais l'ouverture à la concurrence aux entreprises privées, que prévoit de mettre en place le gouvernement, est tout aussi importante.

Cette ouverture à la concurrence est vue comme une menace à faces multiples

-Ouverture au privé synonyme de menace sur la sécurité

-Fermeture des petites lignes : le gouvernement renvoie la responsabilité sur les régions

-une hausse des prix du billet

-l'emploi etc...



Soutien pour Virgile

L'entreprise SALTl classée dans le top 100 des plus gros loueurs de matériel de la planète avec plus de 100 millions de chiffres d'affaires, qui se dit responsable, sensible au tri et au recyclage et qui met « l'homme » au cœur de l'entreprise vient de licencier notre camarade Virgile parce qu'il a récupéré une poubelle à papier dans la benne à déchets !!

(Ou par ce qu'il est syndiqué a la CGT et qu'il revendique des meilleures conditions de travail pour ses collègues ?)

Bien évidemment des actions de soutien ont été mises en place contre ce licenciement abusif et honteux.

La CGT Salti et son Union Locale ira jusqu'au bout contre la discrimination syndicale.



Contre Les 1607h



Reportage de France 3 sur les mobilisations du 15 juin à Lille, avec la CGT MEL et la CGT Conseil Régional Hauts de France

Hausse du temps de travail, baisse des effectifs, gel du point d'indice, casse du service public... non à la régression sociale, on vaut mieux que ça !

2 très belles interventions de nos camarades, Frédéric Parisot CGT MEL et Joseph Demelemeestere CGT Région

Le 22 à Paris

C'est dans une ambiance festive que 13 000 électriciens et gaziers ont défilé à Paris le mardi 22 juin 2021 pour montrer leur attachement au Service Public et célébrer les 75 ans du Statut du Personnel des Industries Électriques et Gazières à l'appel de la FNME-CGT.

Cette manifestation, festive et revendicative, a été l'occasion pour les salarié.e.s d'exprimer une nouvelle fois leur refus de voir le secteur de l'Énergie bradé et l'importance du service public de l'énergie.

Les Ingénieurs, Cadres et Techniciens, impliqués, concernés et tous engagés étaient également présents avec leur Ufict-CGT.

Cette bataille continue donc, comme tant d'autres que nous avons à mener dans les mois à venir : classification et rémunération dans les IEG, télétravail et impacts sur les ICTAM et notamment les managers, droit à la déconnexion, conditions de travail, nouveaux modes de management...

Dès l'été, l'Ufict-CGT et ses militants iront à la rencontre de tous les salarié.e.s pour porter des propositions d'avenir comme le Programme Progressiste de l'Énergie ou la réduction du Temps de Travail avec les 32h et la semaine de 4 jours pour toutes et tous !



AG du SDIS



Assemblée générale au centre de secours de Lomme

Les Pompiers se sont à nouveau réunis contre la destruction des services publics.

Ils veulent empêcher la suppression de 184 postes , qui aurait des répercussions importantes sur l'ensemble des services mais aussi sur les secours à la population.

Une lettre à été adressée à la direction du SDIS et à la préfecture du Nord, avec un message fort ainsi que des propositions concrètes pour faire avancer les choses.

Dans la continuité de cette AG , plus de 100 pompiers ont distribué des tracts à la population pour informer les usagers des risques futurs qu'ils encourent.

Cela fait plusieurs mois que les pompiers du SDIS 59 sont en grève afin de réclamer des effectifs pour un service public de qualité, or le département quant à lui priorise des économies sur le dos de la population.

A l'AG la décision a été prise de passer en modalité d'expressions et d'actions puisque le droit de grève des sapeurs pompiers déjà très limité s'est vu quasiment interdit .

Communiqué de presse CGT Montreuil suite à l'intervention télévisée du 12 juillet 2021.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Une intervention présidentielle « hors sol » et pleine de contradictions

Lors de son intervention télévisée d'hier, le président de la République a fait la démonstration de son décalage avec la réalité sociale du pays et a multiplié les contradictions. Un discours où la démagogie n'a d'égale que la visée populiste du propos.

Alors que « **la terre brûle** », littéralement en Amérique du Nord en ce moment, rien, pas un mot sur les questions climatiques et les enjeux environnementaux !

Alors que **les violences faites aux femmes** s'accroissent, pas un mot sur la situation, pas une mesure de protection, pas un projet, rien...

Alors que la majorité des travailleur.euse.s ne boucle pas les fins de mois et que l'économie ne pourra véritablement repartir que grâce à la consommation des ménages, **pas un mot sur les salaires**, pas de propositions pour augmenter significativement le Smic, les minima sociaux, les pensions...

Alors que **la jeunesse paie un lourd tribut** en termes d'emploi, d'accroissement sans précédent de la précarité, d'isolement, de renoncement aux études, de non accès à l'alternance, à l'emploi, etc., pas un mot pour viser un retour au « plein emploi »...

Toutes les réalités sociales du quotidien ont été éludées par un Président bien plus préoccupé par sa réélection que de véritablement répondre aux préoccupations du monde du travail.

Des contradictions qui confinent à l'absurde

Il porte l'idée d'une **politique industrielle** en France. Pourtant, ces dernières années, les exemples ne manquent pas de fermeture de sites, de délocalisation et, à chaque fois, le même discours : « nous n'y pouvons rien »... Sans attendre, pourquoi alors le gouvernement n'intervient-il pas en imposant un moratoire sur les fermetures de sites industriels ? Pourquoi n'intervient-il pas, par exemple, pour maintenir l'entreprise Luxfer qui fabrique du matériel médical. Et, les exemples similaires sont nombreux.

Il valorise le **CDI** alors même que le gouvernement n'a de cesse de le remettre en cause et de vouloir lui substituer des formes de contrat toujours plus précaires, afin de répondre aux attentes d'un patronat qui voit dans la stabilité du contrat de travail des freins à l'embauche...

Il promeut **notre système de protection sociale** qui nous a permis d'amortir les grandes crises (financière de 2008 et sanitaire depuis 2020), alors même que sa politique n'a de cesse de casser la sécurité sociale, de fragiliser son financement, qu'il tente d'imposer une nouvelle réforme de l'assurance chômage, qu'il vise un nouveau recul de l'âge de départ en retraite...

Il encourage le « **dialogue social** », alors même qu'il tente d'imposer, au 1^{er} octobre, une réforme de l'assurance chômage combattue par l'ensemble des organisations syndicales françaises et par le Conseil d'État lui-même...

Il présente son projet de **réforme des retraites** comme « particulièrement juste et nécessaire ». Pourtant, il le temporise en le reportant post Covid, autant dire dans la perspective d'un nouveau mandat...

Il encense les personnels soignants, alors même qu'il les stigmatise en les faisant passer pour des rétifs à la vaccination, de dangereux inconscients face à la situation sanitaire qu'il faut contraindre à se faire vacciner. Pourtant, les soignants sont vaccinés à ce jour à 91 %, soit deux fois plus que la moyenne de la population française...

Face à cette politique gouvernementale qui ne vise que la remise en cause des conquits sociaux, la CGT appelle l'ensemble du monde du travail à se réunir et à se mobiliser pour que la rentrée sociale soit synonyme de luttes gagnantes pour le progrès social !